

**PARTIE II DE L'ACCORD-CADRE N°06/25**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES  
CCAP**

**Commun à tous les lots**



**PRESTATIONS DE TRANSPORT DE COURRIER  
ENTRE LES CAISSES D'ALLOCATIONS FAMILIALES  
ET LES CAF PIVOT**

Juin 2025

## Partie II : Cahier des Clauses Administratives Particulières

Article 1 : Objet de l'accord-cadre et des marchés subséquents conclus sur son fondement. ....	3
Article 2 : Dispositions générales. ....	3
2.1. Pièces constitutives de l'accord-cadre. ....	3
2.2. Cadre juridique. ....	4
2.3. Montant de l'accord-cadre. ....	4
Article 3 : Durée de l'accord-cadre. ....	5
3.1. Durée initiale. ....	5
3.2. Reconduction. ....	5
Article 4 : Passation des marchés conclus sur le fondement du présent accord-cadre. ....	6
4.1. Organismes bénéficiaires. ....	6
4.2. Forme des marchés subséquents. ....	6
4.3. Emission des commandes. ....	6
4.4. Conclusion et validité du marché subséquent. ....	6
Article 5 : Lieux d'exécution. ....	7
Article 6 : Utilisation de la langue française. ....	7
Article 7 : Conditions d'exécution. ....	7
Article 8 : Obligations des parties. ....	8
8.1. Secret professionnel, obligation de confidentialité et de discrétion - Sécurité des données - données non personnelles. ....	8
8.2. Obligation d'information et de conseil. ....	9
8.3. Interlocuteurs de l'accord-cadre. ....	9
Article 9 : Prix. ....	10
9.1. Prix initiaux. ....	10
9.2. Date d'établissement des prix. ....	10
9.3. Type de prix. ....	10
9.4. Prix de règlement : ....	11
9.5. Spécificité relative au coût du carburant (article L3222-1 Code du transport). ....	12
Article 10 : Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail. ....	12
Article 11 : Sous-traitance. ....	13
Article 12 : Régularité de la situation fiscale et sociale du titulaire. ....	13
12.1 Vérifications périodiques de la régularité de la situation du titulaire. ....	13
12.2 Sanctions en cas d'irrégularités constatées. ....	14
Article 13 : Assurances. ....	14
Article 14 : Changement dans la situation du titulaire. ....	15
14.1 Changement sans création d'une nouvelle personne morale. ....	15
14.2 Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale. ....	15
Article 15 : Modifications en cours d'accord-cadre. ....	15
15.1 Evolution du périmètre de la prestation. ....	15
Article 16 : Clause de réexamen pour modification des sites de collecte et de dépôt. ....	16
Article 17 : Résiliation. ....	16
Article 18 : Règlement des litiges. ....	17

## **ARTICLE 1 : OBJET DE L'ACCORD-CADRE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS CONCLUS SUR SON FONDEMENT.**

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations de collecte et transport de courrier entre les caisses d'allocation familiales et les CAF pivot.

Il comporte 14 lots :

LOT N°1 : CAF 01 - CAF DE L'AIN

LOT N°2 : CAF 06 - CAF DES ALPES-MARITIMES

LOT N°3 : CAF 24 - CAF DE LA DORDOGNE

LOT N°4 : CAF 27 - CAF DE L'EURE

LOT N°5 : CAF 29 - CAF DU FINISTERE

LOT N°6 : CAF 31 - CAF DE LA HAUTE-GARONNE

LOT N°7 : CAF 59 - CAF DU NORD

LOT N°8 : CAF 60 - CAF DE L'OISE

LOT N°9 : CAF 62 - CAF DU PAS-DE-CALAIS

LOT N°10 : CAF 69 - CAF DU RHONE

LOT N°11 : CAF 72 - CAF DU MANS

LOT N°12 : CAF 75 - CAF DE PARIS

LOT N°13 : CAF 89 - CAF DE L'YONNE

LOT N°14 : CAF 93 - CAF DE SEINE-SAINT-DENIS

<p><b>Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre distinct</b></p>
--

La prise en charge des prestations définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) constitue un accord-cadre avec obligation de résultats et mise en œuvre de moyens minimaux au moins équivalents à ceux définis par le titulaire dans son offre (Cadre de réponse technique).

L'accord-cadre s'exécute par la conclusion de marchés subséquents par chaque caf pivot.

## **ARTICLE 2 : DISPOSITIONS GENERALES.**

### **2.1. Pièces constitutives de l'accord-cadre.**

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, classées par ordre d'importance décroissantes :

- Les parties I et IV du présent accord-cadre (réf n°06/25), valant engagement du titulaire et annexe financière ;
- La partie II du présent accord-cadre (réf n°06/25), valant Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;

- La partie III du présent accord-cadre (réf n°06/25), valant Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
- La partie V du présent accord-cadre (réf n°06/25) : modèle de marché subséquent type pour les Caf pour les lots 1 à 14 ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS – arrêté du 30 mars 2021 publié au Journal Officiel de la République Française du 1er avril 2021) ;
- La partie VI du présent accord-cadre (réf n°06/25), constituée du dossier technique réponse dûment complété (offre du titulaire) ;

En cas de contradiction ou de divergence entre plusieurs pièces constitutives de l'accord-cadre, elles prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Aucune réserve, qui serait apportée aux pièces constitutives de l'accord-cadre lors de la remise de l'offre ne sera admise. Chaque candidat s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les documents contractuels de l'accord-cadre.

## **2.2. Cadre juridique**

Le présent accord-cadre est passé en application des articles L124-4 et L224-12 du Code de la sécurité sociale.

Le présent accord-cadre est soumis aux dispositions du Code de la commande publique et notamment aux articles relatifs aux marchés sur appel d'offres ouverts, ainsi qu'à ses articles R.2162-2 et R.2162-4 relatifs aux accords-cadres à bons de commande.

Le présent accord-cadre est un accord-cadre mono-attributaire.

Sur le fondement du présent accord-cadre, un type de marché subséquent est conclu :

- marché subséquent pour les Caf (un par Caf – Lot 1 à 14 ).

Les organismes bénéficiaires de l'accord-cadre (définis à l'article 4.1 ci-dessous) commandent les prestations dans le cadre de marchés subséquents conclus avec le titulaire.

Ces marchés subséquents sont conformes aux marchés subséquents types figurant en annexe du présent document.

Les marchés subséquents des Caf sont soumis au Code de la Commande Publique et notamment aux articles relatifs aux marchés sur appel d'offres ouverts, ainsi qu'à ses articles R.2162-2 et R.2162-4 relatifs aux accords-cadres à bons de commande dans les conditions définies par l'arrêté du 19 juillet 2018, portant réglementation sur les marchés publics des organismes de Sécurité sociale.

## **2.3. Montant de l'accord-cadre.**

Conformément à l'article R.2162-4 du Code de la commande publique, l'accord-cadre est conclu sans minimum mais avec un montant maximum par lot comme suit :

Lot	Intitulé du lot	Montant maximum HT (Reconductions comprises)
1	CAF 01 – CAF DE L'AIN	140 000 €
2	CAF 06 – CAF DES ALPES-MARITIMES	160 000 €
3	CAF 24 – CAF DE LA DORDOGNE	500 000 €
4	CAF 27 – CAF DE L'EURE	155 000 €
5	CAF 29 – CAF DU FINISTERE	200 000 €
6	CAF 31 – CAF DE LA HAUTE-GARONNE	340 000 €
7	CAF 59 – CAF DU NORD	110 000 €
8	CAF 60 – CAF DE L'OISE	200 000 €
9	CAF 62 – CAF DU PAS-DE-CALAIS	110 000 €
10	CAF 69 – CAF DU RHÔNE	85 000 €
11	CAF 72 - CAF DU MANS	230 000 €
12	CAF 75 – CAF DE PARIS	70 000 €
13	CAF 89 – CAF DE L'YONNE	200 000 €
14	CAF 93 – CAF DE SEINE-SAINT-DENIS	75 000 €
<b>TOTAL :</b>		<b>2 575 000 €</b>

## **ARTICLE 3 : DUREE DE L'ACCORD-CADRE.**

### **3.1. Durée initiale.**

L'accord-cadre prend effet à compter de sa notification pour une durée ferme de vingt-quatre (24) mois.

### **3.2. Reconduction.**

L'accord-cadre peut être reconduit deux (2) fois, pour une période de douze (12) mois, sans que sa durée totale ne puisse excéder quarante-huit (48) mois.

La reconduction de l'accord-cadre est tacite. Le titulaire ne peut refuser cette reconduction.

Les marchés subséquents conformes seront conclus avec le titulaire durant cette période et leur terme correspondra au plus tard à celui de l'accord-cadre.

Les prestations débutent le 1<sup>er</sup> février 2026.

Le pouvoir adjudicateur peut prendre une décision unilatérale de non-reconduction de l'accord-cadre au moins six (6) mois avant la date d'échéance de la première période d'exécution de l'accord-cadre. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire, par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception, de sa volonté de ne pas reconduire l'accord-cadre.

## **ARTICLE 4 : PASSATION DES MARCHES CONCLUS SUR LE FONDEMENT DU PRESENT ACCORD-CADRE.**

### **4.1. Organismes bénéficiaires.**

Sont bénéficiaires de l'accord-cadre les 14 Caisses d'Allocations Familiales (Caf) pivots et l'ensemble des Caf définis au CCTP :

- Les marchés subséquents sont conclus par les seules Cafs pivots ;
- Les bons de commande sont émis par l'ensemble des organismes bénéficiaires.

### **4.2. Forme des marchés subséquents.**

Les marchés subséquents conclus par les Cafs pivots sont des marchés à bons de commande passés en application des articles R 2162-7 à R .2162-12 du Code de la Commande Publique.

Les marchés subséquents comportent une partie ferme et une partie exécutée au moyen de bons de commande.

Ces marchés ne comprennent pas de montant minimum mais un montant maximum, correspondant au montant maximum de chaque lot.

### **4.3. Emission des commandes.**

Les bons de commande sont émis et notifiés au titulaire par les organismes bénéficiaires à compter de la notification du marché subséquent, au fur et à mesure de leurs besoins et pendant toute la durée de validité du marché subséquent.

La durée d'exécution d'un bon de commande correspond à la durée de réalisation des prestations. Les commandes passées dans le délai de validité de l'accord-cadre sont exécutées jusqu'à leur terme.

Les conditions d'émission et le contenu des bons de commandes sont définis dans les marchés subséquents conclus par les caf pivots.

### **4.4. Conclusion et validité du marché subséquent.**

Après la notification par le pouvoir adjudicateur de l'accord-cadre au titulaire, chaque caf pivot conclut avec ce dernier un marché subséquent.

La conclusion des marchés subséquents intervient dès la notification de l'Accord cadre pour une prise d'effet au 1<sup>er</sup> février 2026.

Le marché subséquent prend effet à la date de sa notification au titulaire et demeure valable pendant toute la durée de l'accord-cadre.

La notification du marché subséquent vaut bon de commande pour l'exécution des prestations régulières.

Pour toutes les autres demandes, il sera procédé à l'émission d'un bon de commande conformément à l'article 4.3 du présent CCAP.

Lors de sa conclusion, le marché subséquent type, tels qu'il figure en Partie IV du présent accord-cadre, ne peut être modifié ni par l'organisme bénéficiaire ni par le titulaire.

## **ARTICLE 5 : LIEUX D'EXECUTION.**

Les prestations objet du présent accord-cadre sont réalisées en France métropolitaine, aux adresses indiquées dans les annexes de la partie III de l'accord-cadre (CCTP).

## **ARTICLE 6 : UTILISATION DE LA LANGUE FRANÇAISE.**

Les prestations, les correspondances, réunions et discussions relatives à l'exécution du présent accord-cadre et de ses marchés subséquents se déroulent en français.

## **ARTICLE 7 : CONDITIONS D'EXECUTION.**

Les conditions techniques d'exécution des prestations sont prévues au Cahier des Clauses Techniques Particulières (Partie III du présent accord-cadre).

Le prestataire, doit mettre en œuvre les moyens humains afin de faire face à l'ensemble des travaux décrits dans le CCTP ainsi qu'aux éventuelles surcharges de travail. Le titulaire devra faire preuve d'une flexibilité certaine quant aux ressources qu'il compte mettre en place.

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat quant aux engagements de qualité de service qu'il souscrit. Dans ce cadre, il est précisé que :

- La description des tâches à exécuter n'est pas détaillée par le pouvoir adjudicateur.
- Tous les moyens et modalités décrits dans le CCTP ou tous les documents qui y sont cités ne sont que des moyens minimaux nécessaires au titulaire pour satisfaire à ses obligations.
- Les moyens décrits dans le CCTP ne sont pas limitatifs.

Le titulaire met en œuvre, et garantit de sa propre autorité et sous sa seule responsabilité, tous les moyens compatibles avec les exigences qualitatives.

Le respect de ces moyens ne peut suffire au titulaire pour se dégager de sa responsabilité qui reste pleine et entière.

Il appartient au titulaire de prévoir et de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour garantir la continuité du service.

Toutes les obligations contractuelles et réglementaires seront exécutées sous l'entière et exclusive responsabilité du prestataire.

Les matériels, dossiers et courriers remis au titulaire demeurent propriété des Caisses d'Allocations familiales.

Le titulaire en est dépositaire. Il en assume donc la responsabilité dans les conditions des articles 1927 et suivants du code civil.

Pour toutes les prestations non comprises au forfait, l'organisme bénéficiaire établira un bon de commande minimum 48 h avant la date d'exécution.

Les vérifications et les décisions faisant suite à la réalisation des prestations sont définies au marché subséquent.

## **Protection de l'environnement**

Ces conditions d'exécution sont les suivantes :

- les moyens de transport utilisés dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre devront s'inscrire dans une démarche de développement durable,
- les circuits devront être mis en place afin de réduire les émissions de CO2
- les quantités d'émissions de CO2 des véhicules seront conformes aux seuils indiqués dans l'offre du titulaire.

## **ARTICLE 8 : OBLIGATIONS DES PARTIES.**

### **8.1. Secret professionnel, obligation de confidentialité et de discrétion - Sécurité des données - données non personnelles.**

Le titulaire est tenu au secret professionnel (article 226-13 du code pénal) et à l'obligation de confidentialité et de discrétion professionnelle.

Les faits, informations, études, documents, supports d'information, fichiers informatiques ou non, et décisions de toute nature et renseignements fournis par le pouvoir adjudicateur et les organismes bénéficiaires, auxquels le titulaire a accès, à quelque titre que ce soit, au cours de l'exécution du présent accord-cadre, sont considérés comme secrets au sens de l'article 226-13 du code pénal.

Le titulaire s'interdit notamment toutes communications écrites ou verbales relatives aux prestations objet de l'accord-cadre, ainsi que toute remise de documents à des tiers, sans l'accord du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire s'engage tout particulièrement à :

- ne pas utiliser les documents et fichiers informatiques à des fins autres que celles spécifiées au présent accord-cadre ;
- ne prendre aucune copie des documents et fichiers informatiques qui lui sont confiés à l'exception de celles nécessaires à l'exécution des prestations du présent accord-cadre sur accord préalable du pouvoir adjudicateur ;
- ne pas communiquer les produits réalisés, documents et fichiers à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celles qui ont qualité pour en connaître, à savoir le personnel du pouvoir adjudicateur et des organismes bénéficiaires chargé de l'exécution de l'accord-cadre ainsi que le personnel chargé par le titulaire d'exécuter les prestations ;
- prendre toutes mesures de sécurité notamment matérielle permettant la conservation et l'intégrité des documents, fichiers informatiques et informations traités ou utilisés dans le cadre du présent accord-cadre et prendre toutes mesures permettant d'éviter toute déformation, endommagement et toute utilisation détournée ou frauduleuse de ceux-ci ;
- ne pas accéder aux informations stockées dans les fichiers du pouvoir adjudicateur et des organismes bénéficiaires, hors de son périmètre d'intervention sans son accord exprès et à porter à sa connaissance les cas où, au cours de son intervention, il aurait accédé fortuitement à ces informations ;
- ne conserver aucune copie des documents ou fichiers confiés par le pouvoir adjudicateur, et les organismes bénéficiaires à l'issue de l'accord-cadre et de produire une déclaration dûment signée par une personne habilitée à représenter le titulaire attestant de ladite destruction ;
- reconstituer les documents et fichiers qui lui sont remis et qui viendraient à être perdus ou auraient été rendus inutilisables par sa faute, sous réserve que le pouvoir adjudicateur ou les organismes bénéficiaires lui fournisse les données nécessaires à leur reconstitution.



L'utilisation, par le titulaire, du nom Cnaf appliqué à quelque fin que ce soit, et la référence au présent accord-cadre sont subordonnées à l'accord écrit et préalable du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire s'engage également à faire respecter les dispositions du présent article par son personnel et par toute personne qui interviendrait directement ou indirectement pour son compte, notamment ses sous-traitants. Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution de prestations, ni procéder à une cession de l'accord-cadre sans l'accord préalable du pouvoir adjudicateur. Il conclut par ailleurs avec ces derniers un engagement de sécurité et de confidentialité reprenant les obligations prévues au présent article.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour s'assurer du respect de ses obligations, tant par le titulaire que par ses sous-traitants éventuels. Pour ce faire, il se réserve notamment le droit de demander, à tout moment, au titulaire, communication de l'engagement de sécurité et de confidentialité prévu au précédent alinéa.

Le non-respect des obligations décrites au présent article peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts exclusifs du titulaire, sans préjuger des poursuites pénales éventuelles.

Ces obligations demeurent valables y compris après la fin de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur s'engage à maintenir confidentielles les informations signalées comme telles par le titulaire qu'il recevrait de celui-ci.

## **8.2. Obligation d'information et de conseil.**

Le titulaire est astreint, à un devoir de conseil, d'informations et de recommandations sur tous les aspects techniques et organisationnels des prestations qu'il fournit. A ce titre, il doit présenter, sous une forme adaptée, toute proposition utile, notamment de nature à améliorer les conditions de mise en œuvre des prestations.

Le titulaire assure également un devoir d'alerte sur la détection des incidents et, plus généralement, sur tous les événements ou les faits pouvant compromettre l'exécution des prestations.

## **8.3. Interlocuteurs de l'accord-cadre**

Dès la notification de l'accord-cadre, le candidat désignera :

- Un responsable, ayant qualité pour le représenter - pour les relations commerciales et administratives, en contact uniquement avec le pouvoir adjudicateur
- Un correspondant privilégié ayant une fonction technique notamment en charge de l'organisation des tournées de relevé de courriers.

Le pouvoir adjudicateur procède à l'agrément du responsable et du correspondant dès leur désignation et peut procéder à leur récusation en cours d'exécution si ceux-ci ne sont pas en mesure d'assurer leurs fonctions de façon satisfaisante. Cette décision doit être motivée et notifiée au titulaire.

Le titulaire garde le responsable et le même correspondant privilégié pendant la durée de l'accord-cadre, sauf empêchement majeur.

En cas de changement de responsable et/ou de correspondant, le titulaire doit en avertir le représentant du pouvoir adjudicateur immédiatement, par lettre recommandée avec avis de réception. Le titulaire dispose de huit (8) jours calendaires à compter de la date de réception de ce courrier, pour désigner un remplaçant et en communiquer le nom et le profil.

Le remplaçant proposé doit disposer de compétences au moins équivalentes et correspondre au profil du chef de projet désigné lors de la mise en œuvre de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur agréé par écrit le chef de projet remplaçant ou notifie sa récusation de façon motivée dans le mois suivant la désignation par le titulaire.

Le titulaire s'engage à ce que ce changement ne crée pas d'interruption dans les missions incombant à la fonction.

Ce correspondant technique pourra être sollicité par les CAF, les gestionnaires des sites où le courrier est relevé pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre. Tout changement survenant après l'attribution de l'accord-cadre devra immédiatement être signalé.

Ces correspondants ont pour mission de veiller à la bonne exécution des prestations effectuées dans le cadre du présent accord-cadre.

Dans ce cadre, ils apporteront toute diligence à la résolution des dysfonctionnements de la prestation.

Le pouvoir adjudicateur nomme également un coordinateur qui assurera le suivi du déploiement du marché et sera l'interlocuteur privilégié du titulaire, chargé des aspects administratifs.

## **ARTICLE 9 : PRIX.**

### **9.1. Prix initiaux**

Les prix initiaux sont fixés dans l'annexe financière (Partie V de l'accord-cadre).

Ils comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales et autres auxquelles sont soumises les prestations ainsi que tous les frais générés pour la bonne exécution des marchés subséquents, notamment :

- les frais afférents à la réalisation de celle-ci (véhicule et entretien – personnel – carburant – assurance – frais de péage, stockage, manutention...).
- toutes les opérations de suivi de la prestation, y compris, le cas échéant, la mise à disposition d'un outil dématérialisé ;
- les frais de déplacement (hors frais de transport et de livraison) des préposés du titulaire et les frais d'organisation matérielle.

Les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination incombent au titulaire dans leur totalité.

### **9.2. Date d'établissement des prix**

Ces prix sont réputés établis sur la base de conditions économiques du mois de remise des offres.

Il est précisé que la part du transport est estimée à 20% du coût de la prestation.

### **9.3. Type de prix**

Le prix des prestations, objet du présent accord-cadre, sont mixtes : les prestations sont rémunérées sur la base d'un prix forfaitaire mensuel ou unitaire selon les prestations.

Aucun frais supplémentaire ne sera supporté par le pouvoir adjudicateur autre que les coûts indiqués à l'Acte d'Engagement.

Prix forfaitaires :

*Flux CAF pivot/CAF participante :*

- Flux réguliers CAF participantes/CAF pivots.

*Flux intersites :*

- Flux réguliers.

Prix unitaires :

*Flux CAF pivot/CAF participante :*

- Prestation ponctuelle : flux exceptionnel navette aller/retour.
- Fournitures d'un contenant supplémentaire.

*Flux intersites :*

- Prestations ponctuelles : flux exceptionnel (ponctuel) aller/retour.
- Fournitures d'un contenant supplémentaire.

Les prix sont établis en euros hors taxes. Le taux de la T.V.A. est celui applicable au moment de l'émission du bon de commande.

Ils sont appliqués aux prestations réellement réalisées.

#### **9.4. Prix de règlement :**

Les prix de l'accord-cadre sont définitifs, réputés fermes la première année, puis révisables à la date d'anniversaire de l'accord-cadre, par application de la formule de révision ci-dessous :

$$P = P_o \left( 0.15 + 0.55 \frac{ICHT-H}{ICHT-H_o} + 0.30 \frac{FSD3}{FSD3_o} \right)$$

dans laquelle :

- P est le prix révisé.
- P<sub>o</sub> est le prix indiqué à l'Acte d'Engagement et réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de Mo de remise des offres.

L'indice ICHT-H est un indice de coût horaire du travail, tous salariés, dans tous les transports et l'entreposage. Cet indice est mensuel mais il est diffusé par l'Insee chaque trimestre.

Dans la définition de la NAF rév.2, 2008, il est indiqué : « cette section couvre les activités liées au transport, régulier ou non, de passagers et de marchandises, par rail, par route, par conduites, par eau ou par air et les activités connexes, telles que l'exploitation des infrastructures de transport avec chauffeur ou pilote. Elle comprend également les activités de poste et de courrier. »

- FSD3<sub>o</sub> est l'indice « Frais et Services Divers » du mois Mo de remise des offres (indice établi et publié dans le Moniteur ainsi que sur le site Internet du Moniteur : [www.lemoniteur-expert.com](http://www.lemoniteur-expert.com) rubrique indices).

- FSD3 est l'indice « Frais et Services Divers » connu au moment de la révision.

La révision des prix devra impérativement faire l'objet d'une demande du titulaire transmise par tout moyen, au plus tard un mois avant la date d'anniversaire du présent accord-cadre.

Aucune révision de prix ne pourra s'appliquer avant une demande expresse et l'application d'un préavis d'un mois minimum. La révision ainsi définie ne sera pas provisoire ni rétroactive.

### **9.5. Spécificité relative au coût du carburant (article L3222-1 Code du transport)**

En ce qui concerne les charges de carburant, le titulaire indiquera dans l'acte d'engagement s'il appliquera la surcharge carburant éventuelle. Dans ce cas, elle se calculera en application de l'évolution de l'indice Cnr « gazole à la pompe hors TVA » en application de la formule suivante :

$$\text{Surcharge carburant} = [P0 \times 0.2 \times ((I / I0) - 1)]$$

P0 = Prix initial

I = indice à la date de facturation

I0 = Indice à la date de référence de fixation du prix M0

### **9.6. Clauses butoir et de sauvegarde**

L'évolution du prix résultant de l'application de la formule de révision susmentionnée ne peut en aucun cas conduire à une augmentation supérieure à 10% entre deux (2) années d'exécution successives. Pour permettre de vérifier le respect de cette clause butoir au moment de la révision des prix, il est demandé au titulaire de fournir tout document permettant d'apprécier clairement et sans équivoque le calcul et les pourcentages d'évolution sur chaque prix sur la base des indices diffusés sur l'Insee pour l'indice ICHT et sur le Moniteur pour l'indice FSD.

Ainsi, dans le cas où les prix pratiqués par le titulaire ne pourraient satisfaire à la clause butoir ci-dessus (en dehors de l'impact de la surcharge carburant), le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité, sous réserve d'en informer le titulaire avec préavis de trois mois, de résilier l'accord-cadre, sans indemnité pour la partie non-exécutée des prestations.

Il en serait de même si de nouveaux textes législatifs et réglementaires transformaient les conditions techniques ou financières de l'exécution des prestations.

### **9.7. Disparition d'un indice**

En cas de disparition de l'indice utilisé, le nouvel indice de substitution préconisé par le titulaire à l'organisme sera applicable après établissement d'un avenant. Dans l'hypothèse où aucun indice de substitution ne serait préconisé, le remplacement de l'indice sera effectué par avenant à l'accord-cadre, le choix du nouvel indice incombant au Pouvoir Adjudicateur.

## **ARTICLE 10 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL.**

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée. En outre, le titulaire est tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT), notamment lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée.

Ces huit conventions fondamentales de l'OIT sont :

- la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948) ;
- la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949) ;
- la convention sur le travail forcé (C29, 1930) ;
- la convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957) ;

- la convention sur l'égalité de rémunération (C100, 1951) ;
- la convention concernant la discrimination (emploi et profession, C111, 1958) ;
- la convention sur l'âge minimum (C138, 1973) ;
- la convention sur les pires formes de travail des enfants (C182, 1999).

Le titulaire avise ses sous-traitants éventuels de ce que les obligations et dispositions considérées leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

Le titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect en cours d'exécution de l'accord-cadre, et pendant la période de garantie des prestations, en fournissant, sur simple demande du pouvoir adjudicateur, tous les justificatifs permettant de démontrer qu'il s'impose et impose à ses sous-traitants éventuels le respect des obligations et dispositions considérées.

En signant l'acte d'engagement du présent marché, le titulaire s'engage sur l'ensemble des présentes dispositions ainsi qu'à faciliter un éventuel contrôle sur les sites du respect des obligations et dispositions en matière de protection et de conditions de travail de la main d'œuvre employée, par un tiers dûment mandaté à cet effet par le pouvoir adjudicateur.

## **ARTICLE 11 : SOUS-TRAITANCE.**

La sous-traitance de la totalité de l'accord-cadre est interdite. Le titulaire, s'il envisage de recourir à la sous-traitance, doit obligatoirement en informer le pouvoir adjudicateur qui accepte le sous-traitant et agréé ses conditions de paiement, conformément aux dispositions du code de la commande publique, article R.2193-1 et suivants.

Le titulaire demeure en toute hypothèse responsable du sous-traitant et garant des prestations qu'il exécute et du respect des dispositions de l'accord-cadre. Il doit s'assurer notamment du respect par ses sous-traitants de toutes les dispositions du marché concernant les obligations de secret professionnel et de confidentialité, des droits de propriété et des mesures de sécurité.

Le pouvoir adjudicateur s'assure également de la compétence technique et des garanties financières du sous-traitant.

Lorsque le montant des prestations confiées au sous-traitant est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant est payé directement par le pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché conformément à l'article R.2193-11 du code de la commande publique.

## **ARTICLE 12 : REGULARITE DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE.**

### **12.1 Vérifications périodiques de la régularité de la situation du titulaire.**

Dans le cadre de la mise en œuvre des articles L. 8222-1, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail, le pouvoir adjudicateur se fait remettre, par le titulaire, tous les six mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution :

- 1° Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la Sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois.

- 2° Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
  - a) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
  - b) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
  - c) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Le titulaire établi à l'étranger fournit les pièces équivalentes demandées à l'article D8222-7 du code du travail ; ces pièces doivent être rédigées en langue française ou être accompagnées d'une traduction en langue française, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Le titulaire doit adresser tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents cités ci-dessus, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com> , rubrique "Connexion fournisseur".

### **12.2 Sanctions en cas d'irrégularités constatées.**

Conformément à l'article L.8222-6 du code du travail, à la suite de l'information écrite par un agent de contrôle auprès du pouvoir adjudicateur faisant part de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5 du Code du travail, le pouvoir adjudicateur enjoint le titulaire de faire cesser sans délai cette situation.

Si le titulaire, dans un délai de deux mois à compter de la mise en demeure effectuée par le pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec avis de réception, n'apporte pas la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle, le marché peut être résilié sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Si le titulaire n'a toujours pas apporté la preuve de la mise en conformité de sa situation dans un délai de six mois après la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur, le marché est résilié aux torts du titulaire sans indemnité. Le pouvoir adjudicateur peut alors décider de résilier le marché aux frais et risques du titulaire.

## **ARTICLE 13 : ASSURANCES.**

Le titulaire doit contracter une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile professionnelle pour tous les dommages matériels et/ou immatériels qu'il pourrait causer aux biens et aux personnes lors de l'exécution de l'accord-cadre.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre qu'il est titulaire de cette police d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, il doit être en mesure de produire, sur demande du pouvoir adjudicateur, cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **ARTICLE 14 : CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE.**

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur, les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à son relevé d'identité bancaire ;
- aux renseignements fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du titulaire pouvant influencer sur l'exécution de l'accord-cadre.

### **14.1 Changement sans création d'une nouvelle personne morale**

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile, du compte à créditer, doit être notifié par lettre recommandée avec accusé de réception au pouvoir adjudicateur.

Cette notification doit être appuyée, selon les cas, soit du nouveau R.I.B., soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société, soit d'une photocopie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales.

### **14.2 Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale**

Lorsque le changement entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire...), il convient d'établir un avenant de transfert entre le pouvoir adjudicateur et le nouveau titulaire.

Des documents tels qu'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la société, ou une copie de l'extrait du journal d'annonces légales, un nouveau RIB seront à fournir.

Conformément à l'article R.2194-6 du code de la commande publique, le nouveau titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par le pouvoir adjudicateur pour la participation à la procédure de passation du marché initial.

Le non-respect par le titulaire de son obligation d'information de changement de situation peut entraîner la résiliation aux torts du titulaire conformément à l'article 17 du présent CCAP.

## **ARTICLE 15 : MODIFICATIONS EN COURS D'ACCORD-CADRE.**

### **15.1 Evolution du périmètre de la prestation**

Il est possible en cours de marché que des sites non prévus soient intégrés (évolution des patrimoines ou des politiques d'accueil). Le titulaire sera dans l'obligation d'intégrer ces sites dans le marché. Il sera alors appliqué le coût mentionné à l'annexe financière pour déterminer le coût de la navette complémentaire.

En cas de modification d'une adresse d'un site au sein d'une même ville, le titulaire s'engage à poursuivre la prestation sans modification de tarif. Pour toute autre situation, il sera procédé par voie d'avenant.

## **ARTICLE 16 : CLAUSE DE REEXAMEN POUR MODIFICATION DES SITES DE COLLECTE ET DE DEPOT.**

Conformément aux dispositions des articles L 2194-1 et R2194-1 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur introduit des clauses de réexamen de l'accord-cadre.

Le Pouvoir Adjudicateur et/ou les Organismes prévoient la possibilité de modifier quel que soit le montant de l'évolution, les prestations initialement prévues dans l'accord-cadre notamment dans les cas suivants :

- fermeture et/ou ouverture d'un site temporaire ou définitive ;
- déménagement d'un site ;
- Mise en œuvre d'un plan d'entre-aide ou de back up ;
- Suppression d'un local autonome.

Les modifications de sites demandées, liées à des politiques immobilières ou de solutions mises en œuvre dans le cadre de la politique d'entraide ou de continuité d'activité, peuvent conduire à une évolution des conditions économiques et/ou techniques d'exécution de l'accord-cadre et avoir une incidence significative sur les conditions économiques de celui-ci.

Dans cette hypothèse, les parties conviennent de se rencontrer afin de revoir le dispositif contractuel et intégrer l'impact économique lié au changement de site notamment dans les cas suivants :

- modification des sites des caf pivots hors de la ville d'origine ;
- modifications législatives, réglementaires ou fiscales, des règles ou des normes applicables à la profession de transporteur, ayant une incidence significative sur les coûts ou les recettes, ou dès lors que ces modifications impacteraient l'assiette, le taux, ou les règles de calcul des impôts ou des taxes applicables.

Dans cette situation, et après présentation des justifications, un avenant sera établi pour formaliser les modifications arrêtées pour traiter les évolutions demandées

## **ARTICLE 17 : RESILIATION.**

Les modalités de résiliation de l'accord-cadre sont régies par le chapitre 7 du CCAG-FCS.

Toute décision de résiliation est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec avis de réception indiquant la date d'effet de ladite résiliation.

La résiliation de l'accord-cadre entraîne la résiliation, à la même date, des marchés subséquents en cours d'exécution.

Le pouvoir adjudicateur peut prendre la décision de résilier l'accord-cadre pour faute du titulaire :



- en cas de non-respect des obligations définies aux articles 7 et 8 du présent document ;
- dans le cas prévu à l'article 12.2 du présent document ; ;
- en cas de non-respect de son obligation d'information de changement de situation prévue à l'article 14 du présent document ;
- en cas de non-respect de l'obligation prévu à l'article 13.2 « Acheminement » des clauses techniques ;
- dans tous les cas prévus à l'article 41 du CCAG-FCS ;
- en cas de résiliation d'un ou plusieurs marchés subséquents signés par les organismes bénéficiaires dans les cas prévus par l'article 13 desdits marchés subséquents. La résiliation est alors précédée d'une mise en demeure qui précise le manquement aux obligations contractuelles, mentionne la sanction envisagée et la date effective de la résiliation.

En cas de résiliation pour faute du titulaire, la résiliation pourra être prononcée aux frais et risques du titulaire.

Les autres cas de résiliations sont traités aux articles 39, 40 et 42 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, aucune indemnité ne sera due au titulaire au titre de la résiliation de l'accord-cadre. Néanmoins, la résiliation de l'accord-cadre entraînant la résiliation des marchés subséquents, une indemnité pourra être versée au titulaire au titre de la résiliation du marché subséquent, conformément à l'article 13 desdits marchés subséquents.

## **ARTICLE 18 : REGLEMENT DES LITIGES.**

En cas de litiges portant sur l'interprétation et l'exécution du présent accord-cadre, le droit français est seul applicable. La juridiction compétente est celle dont relève le pouvoir adjudicateur.